

Centre du Mali : enrayer le nettoyage ethnique

Une attaque visant des populations peules dans la région de Mopti a fait au moins 134 morts le 23 mars, dernier épisode d'une série de violences intercommunautaires. Dans ce questions-réponses, notre directeur du projet Sahel Jean-Hervé Jézéquel appelle les autorités maliennes à enrayer l'engrenage du nettoyage ethnique.

[Jean-Hervé Jezequel](#)
Director, Sahel Project

Que s'est-il passé ?

Le 23 mars 2019 – alors même que le Conseil de sécurité des Nations unies entamait une visite officielle au Mali – une centaine d'hommes en armes ont attaqué le village d'Ogossagou-Peul, situé à une douzaine de kilomètres de la ville de Bankass (30 000 habitants), dans le centre du pays. Ils ont massacré, sans distinction de sexe ou d'âge, les villageois appartenant quasi exclusivement à la communauté peul – qui compte de nombreux éleveurs mais aussi des agriculteurs sédentarisés. La Mission des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) fait état d'au moins [134 victimes civiles](#). La situation reste confuse et le bilan pourrait s'alourdir : autour d'Ogossagou, d'autres villages à majorité peul ont été menacés et certains auraient été attaqués.

Ce massacre s'inscrit dans un contexte de violences intercommunautaires dans le centre du Mali, qui s'intensifient de façon inquiétante ces derniers mois. Le 1^{er} janvier 2019, Koulogon, un autre village du cercle de Bankass, a été la cible d'une attaque similaire qui a fait au moins 37 morts parmi la communauté peule, dont des femmes et des enfants. Les violences frappent en premier lieu les civils peul de la région. D'autres communautés, notamment dogon et bambara, sont aussi victimes d'actions violentes. Celles-ci sont jusqu'à présent de moindre ampleur mais elles nourrissent un cycle de représailles. Deux semaines avant l'attaque d'Ogossagou, des habitants d'au moins deux villages dogon de la région avaient été la cible d'attaques attribuées à des éléments armés peul mal identifiés.

Les violences intercommunautaires dépassent désormais la seule région de Mopti et menacent la stabilité du Mali comme du Burkina Faso voisin.

Qui sont les assaillants et quelles sont leurs motivations ?

L'identité des assaillants reste à établir mais les Dozos (la variante orthographique Donsos est parfois utilisée), des groupes armés présents dans plusieurs cercles (districts) des régions de Mopti et Ségou, sont montrés du doigt. Dans le cercle de Bankass, une des huit circonscriptions de la région de Mopti, ils recrutent essentiellement au sein des populations dogon, constituées en majorité de paysans sédentaires. Une grande partie de ces Dozos se sont réunis fin 2016 pour former Dan an Amassagou (« les chasseurs qui se confient à dieu » en langue dogon), une association dotée d'une branche politique et d'une branche militaire.

A l'origine, les Dozos étaient des associations de chasseurs chargés de la gestion des espaces de brousse autour des villages. Les groupes actuels ont largement été détournés de cette fonction première pour devenir de véritables groupes paramilitaires : ils ont acquis des armes de guerre et établissent des bases dans les villes et villages au vu et au su des autorités maliennes. Ces groupes armés disent se mobiliser pour protéger leurs communautés et remédier à l'impuissance des forces de sécurité maliennes face au développement des groupes djihadistes.

La circulation d'armes de guerre et le prétexte de la lutte contre les djihadistes ont ouvert les vannes d'une violence à base ethnique sans précédent dans la région.

Les Dozos accusent souvent leurs voisins peuls de soutenir les djihadistes, notamment la Katiba Macina, solidement implantée dans d'autres cercles de la région de Mopti. En réalité, les tensions entre communautés sont plus anciennes : elles recouvrent en partie des rivalités entre éleveurs et agriculteurs et des luttes pour le pouvoir politique local, et plus encore pour l'accès aux terres. La circulation d'armes de guerre et le prétexte de la lutte contre les djihadistes ont ouvert les vannes d'une violence à base ethnique sans précédent dans la région, dont l'un des principaux enjeux est le contrôle des espaces agricoles et pastoraux.

Le commandement de Dan an Amassagou aurait décidé, lors d'une réunion le 13 mars, de chasser les populations peul des zones situées entre Bandiagara et Bankass (moins de 30 kilomètres séparent les deux localités). Cette réunion aurait fait suite à l'attaque de deux villages dogon dans la région de Bandiagara au cours de laquelle des greniers à céréales auraient été incendiés et au moins un individu proche des Dozos exécuté. Il est difficile de vérifier ces informations, mais Dan an Amassagou a effectivement annoncé le 20 mars qu'elle procéderait à des patrouilles de sécurisation dans la zone concernée.

Pourquoi les forces maliennes et internationales présentes dans la région de Mopti ne sont-elles pas intervenues ?

Les Dozos entretiennent des rapports ambigus avec les forces de sécurité maliennes. En 2016, au moment où les Dozos s'organisent pour assurer des missions de défense de leurs communautés, une partie des autorités politiques et militaires de la zone tolèrent, voire encouragent leur développement, espérant qu'il contribuera à freiner l'avancée des groupes djihadistes dans des zones rurales du centre du Mali où l'État se sait fragiliser. Les autorités politiques et militaires ont ensuite été débordées par l'activité de ces groupes, qui ont rapidement profité de leur position de force pour régler des comptes et asseoir leur influence dans les affaires locales. L'armée a fait quelques tentatives pour désarmer des groupes de Dozos, notamment en juillet 2018, mais ces mesures ont suscité beaucoup de résistance et la colère des Dozos, qu'une partie de la population soutient. Les forces de sécurité maliennes, déjà mises sous pression par les groupes djihadistes dans le centre, craignent désormais de se mettre à dos ces groupes armés, qui par ailleurs renseignent l'armée et partagent avec elle, au moins officiellement, le même ennemi. En réalité, à part quelques rares confrontations directes comme récemment dans la région de Djenné, dans le Delta du

Niger dans le centre du pays, les Dozos s'en sont jusqu'ici plus souvent pris aux civils non armés qu'aux groupes djihadistes.

Les forces internationales sont également actives dans le centre du pays, mais la Mission des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) a concentré ses moyens sur Mopti et sa mobilité est limitée par son manque de moyens et ses règles de sécurité. De son côté, l'opération militaire française Barkhane est dotée d'un mandat antiterroriste et se préoccupe plus de lutte contre les djihadistes que de protection des civils. Cette hiérarchie des priorités est incompréhensible pour une partie des populations de la région de Mopti. En effet, les Dozos terrorisent davantage les populations civiles que ne le font les djihadistes. Ces derniers ont certes visé des civils mais ils n'ont jamais, dans la région, commis de massacres d'une ampleur comparable aux tueries d'Ogossagou ou de Koulogon. De nombreux intellectuels peul interrogés ces derniers mois par Crisis Group estiment que leur communauté n'est pas protégée comme les autres du fait des liens étroits que de nombreux acteurs politiques et sécuritaires, y compris parmi les partenaires internationaux, lui attribuent avec les djihadistes. Plus le sentiment de stigmatisation de ces communautés s'approfondit, plus elles risquent de se tourner vers les groupes djihadistes.

Est-ce un évènement isolé ? Peut-on parler de nettoyage ethnique ?

Le massacre d'Ogossagou est tout sauf un évènement isolé. Les civils peul sont pris pour cible depuis plusieurs années dans le centre du Mali, et plus récemment au Burkina Faso. Dès 2016, un rapport de Crisis Group s'inquiétait des violences dont étaient victimes les populations peules dans le centre du Mali. En mai 2012, un litige foncier a conduit au massacre d'au moins seize pasteurs peul par des agriculteurs dogon à Sari, dans le cercle de Koro, voisin de Bankass. Cet épisode, resté impuni, a joué un rôle direct dans la dynamique d'armement de nomades peul au cours des mois suivants ; une partie d'entre eux ont rejoint les mouvements djihadistes. Plusieurs rapports, dont ceux de l'organisation [Human Rights Watch](#), ont montré du doigt les forces de sécurité maliennes pour des arrestations arbitraires et même de possibles exécutions extrajudiciaires de Peul suspectés de complicité avec les djihadistes.

La violence s'inscrit dans une logique de nettoyage ethnique inédite dans cette région du Mali.

Ces derniers mois, le rythme des massacres s'est néanmoins emballé, opérant un changement d'échelle. La nature de ces violences ne fait plus de doute : il ne s'agit plus seulement d'éliminer de jeunes hommes pour leur dérober leurs troupeaux ou les empêcher de rejoindre les djihadistes. En tuant femmes et enfants en bas âge, en brûlant habitations et greniers à céréales, il s'agit pour les assaillants de terroriser les populations civiles et de contraindre une communauté spécifique, en l'occurrence des Peul, à quitter la zone. La violence s'inscrit dans une logique de nettoyage ethnique inédite dans cette région du Mali.

Ces violences risquent non seulement de se répéter, mais aussi de s'étendre et d'encourager un peu plus les différentes communautés à rejoindre le camp qui se

présente comme leur protecteur. L'alliance entre les djihadistes de la Katiba Macina et la communauté peul n'a pourtant rien d'évident. Hamadoun Koufa, le chef de la Katiba Macina et l'une des figures fondatrices de la coalition djihadistes dénommée Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (GSIM), avait exprimé dans ses premiers messages en tant que dirigeant djihadistes de profondes réticences à assumer la défense d'une quelconque cause peul. Un tel positionnement pouvait en effet gêner un projet insurrectionnel qui dépassait de loin le cadre d'une seule ethnie. Sous la pression de ses propres combattants, dont les familles sont victimes de violences, et sans doute aussi par choix stratégique du commandement du GSIM, Koufa s'est posé à partir de décembre 2018 en rassembleur des communautés peul du Sahel sous la bannière du jihad. Les événements comme celui d'Ogossagou ne peuvent que pousser de jeunes Peul désorientés et furieux des violences dont leurs familles sont victimes à le croire.

Enfin, les violences contre des civils peuls dépassent le centre du Mali. En juillet 2018, un rapport de Crisis Group a montré comment les populations nomades peul de la frontière Mali-Niger étaient devenues les victimes collatérales de la guerre par groupes interposés que se livrent les forces françaises de l'opération Barkhane et des groupes djihadistes implantés dans la région. Plus récemment, des violences collectives ont frappé les communautés peul du Burkina Faso : le 23 mars, jour du massacre de Koulogon au Mali, des groupes d'autodéfense Koglweogo, qui présentent des similitudes avec les Dozos du Mali, tuaient une centaine de civils peul à Yirgou, à 200 kilomètres au nord de Ouagadougou ; en février dernier, dans la région de Kain, une zone frontalière proche de Bankass, plusieurs dizaines de Peul ont été la cible d'exécutions arbitraires, perpétrées, selon un récent rapport du Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples (MBDHP), par les forces de sécurité burkinabè. Au centre du Sahel, il est à craindre que les djihadistes ne soient plus les seuls groupes à terroriser les populations civiles.

Comment prévenir l'extension des violences ?

Le gouvernement semble avoir pris la mesure de l'évènement. Le lendemain du massacre, il s'est réuni en conseil extraordinaire pour annoncer une série de remaniements dans la haute hiérarchie militaire et surtout décréter la dissolution de l'association Dan an Amassagou. Il est crucial et urgent de traduire ce décret en réalité de terrain. L'Etat doit désarmer les groupes armés impliqués dans les récentes tueries. L'impunité de ces dernières années a également sa part dans la montée des niveaux de violence ; dans les mois à venir, la justice devra elle aussi jouer son rôle. Il faudra identifier, arrêter et punir les principaux auteurs de ces atrocités afin de donner à tous un signal fort. Après des mois de tergiversations qui ont permis à ces groupes communautaires de s'affirmer, la reprise en main de la zone par les forces de sécurité maliennes pourrait cependant s'avérer difficile. Selon des sources non vérifiées, le chef militaire de Dan an Amassagou, Youssouf Toloba, aurait déclaré qu'il refusait la dissolution de son groupe.

La communauté internationale peut soutenir l'effort de l'État malien pour restaurer l'ordre dans les cercles de Bankass, Koro et Bandiagara, les plus affectés par les violences récentes. La Minusma, dotée d'un mandat de protection des civils et d'accompagnement de l'État, est la première concernée. Avec l'accord des autorités maliennes, elle pourrait dans les semaines à venir ouvrir une base à Bankass avec une

présence forte de policiers mais aussi un contingent militaire doté d'une capacité de réaction rapide (comme à Mopti).

Des médiations intercommunautaires seront également nécessaires dans un avenir proche, mais elles ne doivent entraver ni le travail de la justice ni la dissolution des groupes armés impliqués dans les massacres. Des médiations ont déjà été tentées il y a quelques mois avec les Dozos. En septembre 2018, le chef militaire de Dan an Amassagou a signé un accord unilatéral de cessez-le-feu avant de le rompre brutalement deux mois plus tard. Si ces médiations doivent reprendre, il faudra s'assurer que l'ensemble des communautés concernées soient représentés, contrairement à ce qui s'est passé en 2018. La réconciliation entre communautés restera également un vain mot si les pouvoirs publics ne s'impliquent pas davantage dans la résolution des conflits liés aux terres, l'un des principaux moteurs des violences récentes. Il faut notamment que l'Etat retrouve des capacités de régulation des conflits fonciers à la fois pacifiques et acceptées de tous. C'est un enjeu crucial, sans doute plus important que la réactivation de projets de développement qui parfois accentuent les conflits fonciers préexistants.

Au-delà du centre du Mali, l'ensemble des acteurs impliqués dans la lutte contre les groupes djihadistes, Etats sahéliens comme forces internationales, doivent tirer les leçons des violences communautaires récentes et s'abstenir d'impliquer des groupes non étatiques à base ethnique dans leurs stratégies contre-insurrectionnelles. Celles-ci ne permettent au mieux que des victoires à la Pyrrhus : elles affaiblissent ou endiguent provisoirement les groupes djihadistes mais fragilisent la légitimité de l'Etat et nourrissent de dangereuses rancœurs entre les communautés. Les Etats sahéliens et surtout leurs partenaires internationaux doivent également prendre pleinement conscience que les djihadistes ne constituent pas la seule ni même nécessairement la principale menace à la sécurité des populations.

Enfin, un effort spécifique devra être fait en direction des communautés peules touchées par ces violences au Mali mais aussi au Niger et au Burkina Faso. Les gouvernements de la sous-région doivent publiquement condamner tous les actes de stigmatisation et de violence qui visent ces communautés pour leur association présumée à la cause djihadistes, même quand ces actes sont le fait des forces de sécurité nationales. De leur côté, les forces occidentales impliquées au Sahel doivent d'urgence revoir la notion d'arc de crise du « jihad peul » qui animent certaines officines. Les communautés peules, nomades ou pas, ne sont pas des clients naturels de la cause djihadistes. Elles le deviennent seulement quand des politiques les stigmatisent ou génèrent des niveaux de violence inacceptables à leur égard. Contribuer à la protection de ces communautés est le meilleur moyen d'éviter qu'elles se tournent à leur tour vers les groupes les plus radicaux.